Colloque International sur les Ateliers de la pensée en Afrique – 1ère Édition

Thème : « Regards croisés sur la prospective et le développement en Afrique »

Dates : 07- 08 Novembre 2025
Format : en ligne via zoom

Organisateurs	CERFDES CONSULTING
	Université Bazo
	Université de Gestion et du Développement Durable (UniGDD)

Siège social: Kalaban coura Bamako près de Djakarta terrain
Contacts: +223 77 74 47 17/ 94 05 26 29/ 75 07 87 19
Email: cerfdesmali1@gmail.com
Site web: https://cerfdesconsulting.com/

Livre des résumés du colloque

1. Contexte

L'Afrique est aujourd'hui confrontée à des transformations profondes liées aux mutations économiques, politiques, sociales, environnementales et technologiques. Ces évolutions nécessitent une réflexion prospective afin d'anticiper les défis et saisir les opportunités pour un développement durable et inclusif.

La prospective, en tant que démarche d'anticipation et de planification stratégique, permet de penser les futurs possibles du continent à l'horizon 2050 ou 2063 (Agenda de l'Union africaine). Elle repose sur une lecture croisée des défis et des potentialités du développement africain. La prospective consiste à imaginer des futurs souhaitables et à identifier les leviers pour les atteindre. En Afrique, elle se heurte souvent à des obstacles tels que la faiblesse institutionnelle, la dépendance économique, ou encore la vulnérabilité climatique. Toutefois, de nombreux programmes, tels que l'Agenda 2063 de l'Union africaine ou les Objectifs de développement durable (ODD), offrent un cadre de planification stratégique.

Ces visions prospectives insistent sur la nécessité d'un développement endogène, fondé sur la valorisation du capital humain, la bonne gouvernance et la transformation structurelle des économies.

Le colloque « Regards croisés sur la prospective et le développement en Afrique » vise à réunir chercheurs, décideurs politiques, praticiens du développement, organisations régionales et internationales ainsi que la société civile pour analyser, débattre et proposer des pistes stratégiques adaptées aux réalités africaines.

2. Comité d'organisation du colloque

Dr Malick TIMBINE, environnement et santé à l'Institut des Sciences Humaines de Bamako (ISH)

Dr Francis Birame DABA SARR, Docteur en philosophie, Université Cheick Anta DIOP de Dakar et CERFDES.

Dr Oumar KONE, philosophe, Centre d'Etudes, de Recherche et de Formations sur les Dynamiques Economiques, Environnementales et Sociales (CERFDES)

Dr Adama KONE, Géographe, Centre d'Etudes, de Recherche et de Formations sur les Dynamiques Economiques, Environnementales et Sociales (CERFDES)

Dr Idrissa DEMBELE, Droit public, Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako (USJPB).

Dr Abdoul Salam DIARRA, Maitre-assistant en santé publique, CNRST, BAMAKO, MALI.

Dr Issa DIALLO, Maitre de conférences des universités du CAMES en sociologie de la santé, INFTS.

Dr DIAGABATE Souleymane, Géographe environnementaliste, Consultant indépendant et CERFDES.

Dr Siaka DOUMBIA, Géographe, Université de Ségou

Dr Ibrahim Amara DIALLO, Philosophe, Centre d'Etudes, de Recherche et de Formations sur les Dynamiques Economiques, Environnementales et Sociales (CERFDES)

M. Oumar FOFANA, Ingénieur Pédagogique Multimédia, Centre d'Etudes, de Recherche et de Formations sur les Dynamiques Economiques, Environnementales et Sociales (CERFDES)

3. Comités scientifique du colloque

Pr Balla DIARRA, Géographie, Ecole Nationale d'Administration, Mali

Pr Flatie OUATTARA, philosophie, Université Joseph K. Zerbo, Burkina Faso

Pr Seydou MARIKO, Géographie, ENSUP de Bamako, Mali

Dr N'Tji dit Jaques DEMBELE, Maitre de conférences en Géologie du quaternaire, USSGB Mali

Dr Souleymane S TRAORE, Géographie, Maître de conférences, USSGB Mali

Dr Bazoumana DIARRASSOUBA, Géographie, Maître de Conférences, CAMES, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire

Dr Arouna DEMBELE, Géographie, Maître de Conférences, USSGB Mali

Dr Amadou BAMBA, Maître de conférences en Économie, USSGB, Mali

Dr Baba COULIBALY, Géographie, Maître de Conférences à l'ISH. Mali

Dr Aimé Assué YAO, Géographie, Maître de Conférences CAMES, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte D'ivoire.

Dr Papa Fara DIALLO, Maitre de Conférences en sciences politiques, Université Gaston Berger de saint Louis, Sénégal

Dr cheikh Moctar BA, philosophe, professeur assimilé à l'UCAD

Dr Papa Abdou FALL, philosophe, professeur assimilé à l'UCAD

Dr Daouda SENE, philosophe, Maitre de conférences assimilé à l'UCAD

Dr Boubacar dit Dédé TRAORE, Archéologie, Maître de Conférences à l'ISH, Mali

Dr N'Gna TRAORE, anthropologie, Maître de Conférences à l'ISH, Mali

Dr Issa DIALLO, Maitre de Conférences en sociologie de la santé, INFTS, Mali

Dr Souleymane KEITA, Maître de Conférences, philosophe, USLHB, Mali

Dr Moctar SIDIBE, Maitre de Conférences en sciences de l'éducation, USLHB, Mali

Dr Amadou TRAORE, Maître de Conférences CAMES en sociologie, Université de Ségou.

Dr Fodié TANDJIGORA, Sociologie, Maitre de Conférences des Universités du CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Ibrahima TRAORE, Sciences de l'Éducation, Maitre de Conférences des Universités du CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Boureima TOURE, Anthropologie, Maitre de Conférences des Universités du CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Seydou LOUA, Sciences de l'Éducation, Maitre de Conférences des Universités du CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Abdoulaye GUINDO, Anthropologie médicale, Maitre de Conférences des Universités du CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Kawélé TOGOLA, Anthropologie, Maitre de Conférences des Universités du CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Lamine SANDY, Sociologie, Maitre de recherche, INFTS, Mali

Dr Mbaye THIAO, Maître-Assistant, Lettres Modernes, UCAD

Dr Issa OUATTARA, Géographe, Maitre-assistant, INFTS, Mali

Dr Oumar DEMBELE, Géographe, point Sud, Mali

Dr Youssouf GUINDO, Environnementaliste, ENSUP, Mali

Dr Issa TOGOLA, Géographe, ISH, Mali

Dr Harouna BAGAYOKO, Environnementaliste, Mali

Programme :

Jour 1 : Vendredi 07 novembre 2025

HORAIRE	DUREE	INTITULES DES ACTIVITES	COMMUNICANTS/RESPONSABLES
09h00-09h10 09h10 -09h 10	10 min 10 min	- Mots de bienvenue du Modérateur - Allocution CERFDES Discours du Directeur Discours du président Université BAZO	**Directeur Exécutif du CERFDES**
09h10-09h25	15 min	LECON INAUGURALE Prospective et développement en Afrique : regards croisés	**Dr Papa Abdoul FALL**, Philosophe, Professeur assimilé, à UCAD
AXE 1 : Prospective et gouvernance : anticiper les transformations institutionnelles et politiques. **Modérateur : Dr Idrissa DEMBELE, Juriste, Université des sciences politiques et administratives de Bamako.** **Rapporteur : Dr Francis Birame Daba SARR, philosophe, UCAD**			
10h30-10h40	10 min	Le juge constitutionnel de crise et le développement durable en Afrique noire francophone présenté par	**Dr DJAGBA Yenteme**, Droit public, Université de Lomé
10h40-10h50	10 min	La décentralisation à Madagascar : Une réalité fictive ? L'exemple de la Commune Urbaine de Toliara.	**Dr RAKOTOMANDIMBY Rivomalala**, science sociales, Université de Toliara - Madagascar
10h50-11h00	10min	Gouvernance locale et morale fiscale en Afrique subsaharienne : Une analyse multiniveaux.	**Sayouba MAIGA**, Doctorant, Université Norbert ZONGO (Burkina FASO)
11h00-11h10	10min	Afrique unie, Afrique influente : Utopie panafricaine ou réalité en marche ?	**Patrick KOLLO NDOUMIN**, Université de Dschang
11h10-11H20	10min	La gestion des services éducatifs de base dans le contexte de la décentralisation au Burkina FASO, expérience de la ville de KOUDOUGOU	**Paulin DOLOMWEOGO et Dr Nadege COMPAORE épouse BAMBARA**
11h20-11h 30	10 min	Prospective et droit pénal en Afrique : vers une justice anticipative au service du développement durable presenté	**Pr Hamouti Nadia et El bakouhi Safae** Doctorante, Université Sidi Mohamed Ben Abdellah. Fès. Maroc.
11h30 - 12h 00	**30 min**	**ECHANGES ET DISCUSSIONS**	
AXE 2 : Développement économique et innovations : Quelles stratégies pour un avenir compétitif et inclusif ? **Modérateur : Dr Oumar KONE, UYOB**			

HORAIRE	DUREE	INTITULES DES ACTIVITES	COMMUNICANTS/RESPONSABLES
Rapporteur : Dr Ibrahim Amara DIALLO, UYOB			
12H00-12H10	10min	La validité de la loi d'Okun dans l'économie marocaine: Une étude économétrique	**Hicham SAIDI**, Docteur en sciences économiques et gestion à la FSJES de Meknès.
12H10-12H20	10min	La réserve spéciale d'Anjanaharibe-Sud et ses impacts sur la vie socio-économique de la population riveraine dans le district d'Andapa Madagascar	**Dorient RAVELOJAONA**, Université de TOAMASINA
12H20-12H30	10min	Accumulation du capital humain et gap de productivité genre dans le secteur agricole au Burkina Faso	**Lwungili Justin BATIONO**, Université Thomas SANKARA
12H30-12H40	10min	Autonomie digitale en Afrique : Entre dépendance technologique et quête de stratégie	**Dr Issoufou COULIBALY**, Institut Zayed des sciences économiques et politiques de Bamako
12h40-12h50	10min	Conflits fonciers et modes de résolution dans le département de Damagaram takaya	**Boukar ABDOU Abdoul Razak, SOULEY Kabirou, WAZIRI MATO Maman**
12h50-13h00	10min	Intégration regionale et la coopération internationale en Afrique centrale : Analyse du rôle de la CEMAC pour renforcer l'unité et l'influence regionale	**Dr NDEY NGANDZO Hippolyte Pépin**
13H 00-13H20	**20min**	**ECHANGES ET DISCUSSIONS**	
Axe 3 : Environnement et Changement climatique : scenarios pour une transition durable **Modérateur : Dr Malick TIMBINE, Environnementaliste, ISH.** **Rapporteur : Dr Adama KONE CERFDES**			
13h20 -13h30	10 min	Résistance antimicrobienne et Changement climatique en Guinée : intégrer l'approche One Heath aux stratégies vétérinaires territoriales	**Lanan Wassy SOROMOU**, **Mama Agnès TEA,** **Almamy Ousmane Deen CAMARA**, Facultés des sciences techniques, Université de Labbé en Guinée
13h30-13h40	10min	Education à une transition numerique respectueuse de l'environnement des villes camerounaises	**Dr YONKEU TOMFEUN Agnès**, Géographe, Université de Yaoundé 1 (Cameroun)
13h40-13h50	10min	Éthique environnementale et politique de transition énergetique en Côte D'ivoire	**Kateyo Edwige THIO et Hamidou DIOMANDÉ**, Université Felix Houphouët Boigny d'Abidjan
13h50-14h00	10 min	Pisciculture, biosécurité et environnement en Guinée : Analyse des	**Lanan Wassy SOROMOU**, **Berthin Thea,**

HORAIRE	DUREE	INTITULES DES ACTIVITES	COMMUNICANTS/RESPONSABLES
		pratiques et influence des changements climatiques à Siguiri	**Odia Mamady KABA, Aboubacar Mabinty CAMARA, Mohamed Merzouki, Saa andré tolno, Lucie haba, lancine Magassouba, facinet Bangoura**. FST, Université de Labbé
14H00-14H10	10 min	Analyse des potentialités touristiques du parc archéologique Agongointo au développement durable de la ville de Bohicon au Bénin : Proposition d'un plan de réhabilitation et de stratégies pour une gestion efficace	**Divino ADJOTIN**, Université de Lomé
14h10 -14H 20	10 min	Subventions aux combustibles fossiles et santé dans les pays d'Afrique subsaharienne: Exploration des effets asymétriques et canaux de transmission	J**acques Boundioa et Souleymane Diallo**, Université Thomas SANKARA
14h20 -14H30	10 min	Les représentations sociales des délestages électriques en milieu urbain	**BAKITA MARINA MICHELLE épouse ELLA**, Université Omar Bongo (Gabon)
14H30 -14H40	1O min	Variabilité spatio temporelle des ilots de chaleur urbains dans agglomération de Libreville (Gabon): Enjeux environnementaux et sanitaires	**Dergy Strede ZOLO MBOU**, Doctorant en Géographie, Université Omar BONGO du Gabon
14h40-14h50	10min	Gestion des latrines dans les espaces publics urbains : cas des marchés, gares routières et centre de santé à Yamoussoukro, Cote d'Ivoire	**BEDA Amichalé Jean Cyrille, ZAHUI Franck Michael, OUATTARA Pétémanagnan Jean Marie, COULIBALY Lacina**, Université de Man.
14h50 -15h00	10 min	La protection de l'environnement à l'épreuve du droit pénal au Mali	**Dr Boureima KAREMBE, Dr Seydou MALLET, Dr Abdel Kader SANOGO**, Université Kurukanfuga de Bamako
15H00 -15H20	**20 min**	**ECHANGES ET DISCUSSIONS**	
		FIN DE LA PREMIERE JOURNEE	

Jour 2 : Samedi 8 novembre 2025 (Matinée)

HORAIRE	DUREE	INTITULES DES ACTIVITES	COMMUNICANTS/RESPONSABLES
Axe 4 : Education, culture et société : préparer les générations futures **Modérateur : Dr Daouda SENE, philosophe, Maitre de conférences, UCAD** **Rapporteur : Dr Oumar KONE, UYOB**			
9h00-9h10	10min	Influence des pratiques pédagogiques sur la motivation professionnelle des enseignants: Étude de cas au groupe scolaire public de Kalaban-Coura, Bamako	**Natié Coulibaly**, Doctorant, UYOB
9H10-09h20	10min	Education à la citoyennete et au civisme dans la perspective de l'optimisation de la gouvernance locale à l'exemple de la région (A L'EXEMPLE DE LA REGION DIANA, MADAGASCAR)	**RAKOTONINDRINA Tantely Oliva,** **ANDRIANANDRASANIRINA faly Tinasoa,** **RAKOTONINDRINA Tantely Ny Andry Nomena Anjarasoa,** **RAKOTONINDRINA Tantely Aro tafika Notahina Anjarasoa,** **Université Fianarantsoa**, Madagascar
09h20-09h30	10min	Afrique face aux défis du développement : Regards sur le développement économique dans l'Egypte ancienne	**Jean Wolfgon YOKA ELONGO**, Université Marien N'gouabi
9H30-9H40	10min	Prospective philosophique et développement en Afrique	**Dr Cheich Moctar BA**, philosophe, professeur assimilé à l' UCAD
09h40-09h50	10 min	Culture de la paix en Afrique et développement endogène	**Dr Francis Birame Daba SARR**, philosophe, UCAD
09H50-10H00	10 min	Africain de le clézio : éduquer le regard, cultiver l'altérité et préparer les générations futures	**Samira HRAOUI**, Doctorante Université Sidi Mohamed Ben Abdellah de fes
10h00-10h10	10 min	La formation des générations futures en Afrique et les defis du numerique:	**BENSABRA BESMA**, Université de Biskra (Algérie)

HORAIRE	DUREE	INTITULES DES ACTIVITES	COMMUNICANTS/RESPONSABLES
		Didactique des langues, perspectives educatives	
10h10 -10h20	10 min	Enseignement en langues vernaculaires dans le systeme éducatif africain, l'exemple du TOGO : 1884 -1914	**Dr Amed DOUMOUYA**, Université Alassane OUATTARA
10h20- 10h30	10 min	Le roman africain francophone diasporique comme cadre d'expression d'une quete de l'universel : cas de Bleu Blanc Rouge et le ventre de l'altantique	**KONTOGOM Koudougou Frédéric** , Doctorant en litteratures africaines ecrités à l'université Norbert ZONGO au Burkina FASO
10h 30 -10h40	10 min	**Synthèse du modérateur**	
10H 40- 1H 10	30 mm	**ECHANGES ET DISCUSSIONS**	
		FIN DE LA DEUXIEME JOURNEE	
11h10-11h40	30min	**Synthèse du colloque** **Remise des attestations** **Discours de clôture**	Rapporteur principal : **Dr Idrissa DEMBELE, Directeur de CERFDES**

Discours d'ouverture du CERFDES prononcé par Dr Malick TIMBINE

Colloque international sur : « regards croisés sur la prospective et le développement en Afrique ».

Monsieur le Président de l'Université BAZO,

Monsieur le Président de l'Université de Gestion et du Développement Durable,

Chers communicants,

Distingués invités

Mesdames et Messieurs,

C'est avec un grand honneur et une vive émotion que je prends la parole en vous souhaitant la bienvenue à ce colloque intitulé **« Regards croisés sur la prospective et le développement en Afrique ».** Ce moment de rencontre, de réflexion et de partage est l'occasion de poser un regard lucide, critique et constructif sur les trajectoires possibles de notre continent.

Dans un monde en perpétuelle mutation, où les défis globaux **(climatiques, technologiques, géopolitiques)** qui redessinent les équilibres. Ainsi, l'Afrique se trouve à la croisée des chemins. Elle est à la fois confrontée à des enjeux majeurs, mais elle est aussi porteuse d'un potentiel extraordinaire. Penser l'avenir de l'Afrique ne relève pas d'un exercice de style, mais d'une nécessité stratégique.

Ce colloque se veut un espace de dialogue interdisciplinaire, intergénérationnel et interculturel. Les « regards croisés » que nous allons explorer sont autant d'approches complémentaires **(économiques, politiques, sociologiques et environnementales)** qui permettront d'enrichir notre compréhension des dynamiques en cours et des futurs possibles.

Nous aurons l'honneur d'écouter des chercheurs, des praticiens du développement, des décideurs publics, des acteurs de la société civile, tous engagés dans la construction d'une Afrique résiliente, inclusive et innovante. Ensemble, nous interrogerons les modèles de développement, les outils de la prospective, les leviers de transformation, et surtout, les visions portées par les Africains eux-mêmes.

Je tiens à remercier chaleureusement tous les participants, les intervenants, les partenaires et les organisateurs qui ont rendu cet événement possible. Votre présence ici témoigne de votre engagement pour une Afrique qui pense son avenir avec audace et lucidité.

Que ce colloque soit fertile en idées, en débats et en collaborations durables. Ouvrons ensemble les chemins du possible.

Je vous souhaite à toutes et à tous des échanges riches et inspirants.

Je vous remercie !

Représentant de l'Université BAZO

Monsieur le représentant de l'université BAZO a adressé les mots de bienvenus aux panelistes. Il a présenté

L'université BAZO. Après les civilités, il a déclaré ouvert les travaux.

Axe 1 : Prospective et gouvernance : Anticiper les transformations institutionnelles et politiques.

Paulin DOLOMWEOGO[1],

Dr Nadège COMPAORÉ épouse BAMBARA[2]

[1] Département de Géographie/Doctorant, LABOSHS, Université Norbert ZONGO, Burkina Faso.

[2] Département de Géographie/Maître de Conférences, LABOSHS, Université Norbert ZONGO, Burkina Faso

LA GESTION DES SERVICES EDUCATIFS DE BASE DANS LE CONTEXTE DE LA DECENTRALISATION AU BURKINA FASO, L'EXPERIENCE DE LA VILLE DE KOUDOUGOU

Résumé

La réforme de la décentralisation de l'éducation entamée au Burkina Faso a permis le transfert de la gestion des services éducatifs de base aux collectivités locales imposant une cogestion entre plusieurs acteurs. Toutefois, l'offre de services publics locaux de qualité et accessibles se fait toujours attendre. L'objectif de cette communication est d'analyser l'impact de la décentralisation sur la gestion des services éducatifs de base dans la ville de Koudougou. L'approche méthodologique de cette étude s'appuie sur les méthodes quantitatives et qualitatives. Ainsi, des données primaires et secondaires ont été recueillies. La collecte des données primaires a concerné des enquêtes menées auprès de 396 ménages et des entretiens réalisés auprès des acteurs clés. Il ressort de cette étude que la réforme de la décentralisation a instauré la cogestion comme mode de gestion dans le secteur de l'éducation de base. Ce mode de gestion implique l'Etat central, la mairie, les ONGs et les acteurs communautaires.

L'Etat central intervient surtout dans l'accompagnement technique (54,80%), la dotation des cantines scolaires (55,30%) des fournitures scolaires (63,38%), du matériel pédagogique (39,65%) et des fournitures scolaires (67,42%). Les acteurs communautaires s'impliquent fortement dans dotation des fournitures scolaires (100%), la disponibilisation du personnel d'appoint (70,45%) et des services d'eau et d'électricité (50,76%). La cogestion n'a pas permis une offre de services sociaux de base accessibles et de qualité dans la ville de Koudougou, exacerbant les inégalités d'accès des citoyens aux services éducatifs de base.

Les résultats de l'étude révèlent une décentralisation marquée par une persistance du rôle de l'Etat central dans la gestion des écoles, une présence limitée de la collectivité locale sur le terrain et une implication prépondérante des acteurs communautaires dans la production des services publics locaux.

Mots-clés : décentralisation, services éducatifs de base, cogestion, Koudougou, Burkina Faso

Le juge constitutionnel de crise et le développement durable en Afrique noire francophone présenté par Dr DJAGBA Yenteme, droit public, Université de Lomé (Togo)

DJAGBA Yenteme, Docteure en droit public

Enseignant-chercheur à la faculté de droit de droit, Université de Lomé

A la faveur de l'adhésion des États d'Afrique noire francophone à la démocratie pluraliste et à l'État de droit à partir de 1990, les constituants dans la majorité des cas ont accordé une place de choix aux juridictions constitutionnelles. Depuis lors, celles-ci n'ont eu de cesse d'être sollicitées en tant que bouche de la Constitution y compris dans la résolution des crises et dans la protection des droits. Ceci est d'autant plus nécessaire que la vie politique en Afrique est souvent rythmée par des crises naissant de la violation de la Constitution, du dysfonctionnement des institutions et de la contestation de la régularité des élections politiques nationales. Il revient dès lors aux Cours ou aux Conseils constitutionnels de jouer leur partition dans la pacification du climat politique délétère, dans la gestion des crises politiques en vue d'asseoir une paix durable, gage de développement. Mais si les juridictions constitutionnelles africaines semblent remplir cette fonction, le résultat reste encore mitigé. Celles-ci sont tantôt célébrées, tantôt critiquées. Dans le premier cas, elles affichent un dynamisme aussi bien dans la gestion des crises que dans la protection des droits fondamentaux. Le second cas renvoie à l'incapacité du juge constitutionnel à régler efficacement les crises en Afrique, voire même sa contribution aux crises ou à l'amplification des crises. A cet égard, on est encore loin d'atteindre l'un des objectifs phares du développement durable (ODD) au cœur de l'Agenda 2030 des Nations Unies : celui de promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable. Dans cette condition, il est également difficile de réaliser convenablement les autres objectifs du développement durable, en particulier le tout premier qui vise la fin de la pauvreté et la lutte contre les inégalités sous toutes ses formes. L'examen de plusieurs cas concrets sur le continent permet d'ailleurs d'établir un lien direct entre les crises et les violences déstabilisatrices de l'Etat, les violations des droits de l'homme et la pauvreté. Aussi, est-il justifié dans le cadre de la présente étude de s'interroger sur le rôle du juge constitutionnel dans la gestion des crises dans un contexte global de développement durable et de susciter en ce domaine, une réflexion sur les perspectives d'amélioration de son office.

Mots clés : **Juge constitutionnel, gestion, Crises, développement, perspectives.**

La décentralisation à Madagascar : Une réalité fictive ? L'exemple de la Commune Urbaine de Toliara

RAKOTOMANDIMBY Rivomalala
Docteur en Sciences sociales
Université de Toliara-Madagascar

À l'issue de la première phase de démocratisation des États africains, un concept s'est progressivement imposé avec l'impératif mondial de démocratie et de bonne gouvernance : la **décentralisation.** Le choix d'une politique décentralisatrice par les gouvernants africains, au lendemain des indépendances, a conduit de nombreux chercheurs à analyser en profondeur cette politique publique axée sur le partage du pouvoir à l'échelon local.

Depuis son indépendance, **Madagascar** a toujours opté pour une structure administrative décentralisée. Elle est perçue par la majorité des acteurs politiques comme une politique publique incontournable pour promouvoir le développement socio-économique de la Grande Île. La décentralisation implique à la fois une démocratisation du politique, soutenue par des politiques ancrées au niveau local à travers la gouvernance locale, et une responsabilisation citoyenne par la démocratie locale, garantissant ainsi un développement inclusif.

Des expériences empiriques montrent que la commune urbaine de Toliara**,** l'une des grandes villes de Madagascar, dispose de cadres théoriques, juridiques et politiques favorables à la mise en œuvre d'une décentralisation efficiente. Toutefois, cette mise en œuvre se heurte à plusieurs difficultés. D'une part, une défaillance de la démocratie locale, marquée par l'instrumentalisation de l'appartenance ethnique à des fins électorales marquée par la mise en avant de l'identité du candidat et une alliance clanique. Le manque d'implication de la population dans le processus accentue cette défaillance. D'autre part, une gouvernance locale fragilisée par la concurrence entre autorités traditionnelles et institutions étatiques dans la gestion des affaires locales. De plus, le manque de transparence et de mécanismes de reddition de comptes favorise des pratiques de mauvaise gouvernance et diminue la confiance des citoyens envers les autorités locales.

En conséquence, le développement local**,** qui constitue la finalité de la décentralisation, demeure encore largement hypothétique dans le cas de la Commune urbaine de Toliara. Cette étude propose ainsi d'analyser les décalages entre cadres institutionnels et pratiques empiriques, afin de mieux comprendre les conditions d'une décentralisation effective et porteuse de progrès socio-économique.

Mots clés : Décentralisation, démocratie locale, gouvernance locale, développement local, Ethnie.

GOUVERNANCE LOCALE ET MORALE FISCALE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE : UNE ANALYSE MULTINIVEAUX présenté par Sayouba MAIGA, Doctorant : Université Norbert ZONGO

Sayouba MAIGA

Doctorant : Université Norbert ZONGO

Résumé

La recherche vise à analyser l'effet de la gouvernance locale sur la morale fiscale en Afrique subsaharienne. Pour ce faire, un échantillon de 48084 observations est analysé en spécifiant un modèle logistique multiniveaux estimé à l'aide d'un estimateur de maximum de vraisemblance. Les résultats montrent que la qualité de la gouvernance impacte significativement la morale fiscale. En effet, les performances professionnelles des gouvernants locaux améliorent la conformité individuelle et volontaire des contribuables aux impôts en Afrique subsaharienne. Aussi, un faible niveau de perception de corruption des élus communaux stimule la morale fiscale en améliorant le niveau de soumission volontaire au devoir fiscal. De plus, la satisfaction à la gouvernance démocratique facilite la participation citoyenne aux politiques de développement et améliore l'acceptation légale du système fiscal.

Les résultats suggèrent que les politiques visant à renforcer le niveau de confiance des contribuables vers l'administration fiscale et le système judiciaire renforcent la morale fiscale. En outre, les résultats montrent que les traitements injustes de certains groupes sociaux à cause de leur appartenance ethnique ou religieuse sont source d'instabilité, ce qui impacte négativement la morale fiscale. Les résultats sont robustes à l'effet de la performance professionnelle des élus locaux sur l'acceptation du rôle légal des activités de mobilisation des recettes fiscales des agents des impôts.

Mots clés : Gouvernance locale, morale fiscale, multiniveaux, Afrique subsaharienne

Prospective et droit pénal en Afrique : vers une justice anticipative au service du développement durable

Hamouti Nadia : Professeur à Université Sidi Mohamed Ben Abdellah. Fès. Maroc

El bakouhi Safae : Doctorante chercheuse à Université Sidi Mohamed Ben Abdellah Fès. Maroc.

Dans un contexte africain marqué par des mutations économiques, sociales et technologiques rapides, le droit pénal se trouve confronté à de nouveaux défis qui exigent une réflexion prospective. La cybercriminalité, la criminalité environnementale, la corruption ou encore les violences transnationales constituent autant de menaces qui freinent le développement durable du continent.

Cette communication propose d'examiner comment la prospective juridique peut contribuer à repenser les politiques criminelles en Afrique afin d'anticiper les risques émergents et d'adapter les systèmes de justice pénale aux transformations sociétales. À travers une approche comparative et interdisciplinaire, il s'agira d'analyser la capacité des législations nationales à intégrer la dimension prospective dans la prévention et la répression des infractions affectant la sécurité, la gouvernance et la stabilité économique.

L'objectif est de démontrer que la prospective pénale, en favorisant la planification stratégique et l'innovation normative, peut devenir un levier essentiel pour renforcer l'État de droit et promouvoir un développement durable, équitable et sécurisé sur le continent africain.

Mots-clés : droit pénal, prospective, politique criminelle, gouvernance, développement durable, Afrique.

Axe 2 : Développement économique et innovations : quelles stratégies pour un avenir compétitif et inclusif ?

L'intégration régionale et la coopération internationale en Afrique centrale : analyse du rôle de la CEMAC pour renforcer l'unité et l'influence régionale

NDEY NGANDZO Hippolyte Pépin Maître de conférences CAMES, Université Marien NGOUABI, Laboratoire de Géographie, Environnement et Aménagement (LAGEA) Brazzaville, République du Congo

Résumé

L'intégration régionale est un levier essentiel pour le développement économique, politique et social des États africains, tandis que la coopération internationale renforce les capacités institutionnelles et la compétitivité régionale. En Afrique centrale, la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) vise à promouvoir l'unité régionale et à accroître l'influence de la région sur la scène internationale. Néanmoins, des défis tels que la faible coordination institutionnelle, les disparités économiques entre États membres et les contraintes politiques limitent l'efficacité de l'intégration et des partenariats internationaux. Cette étude a pour objectif d'analyser le rôle de la CEMAC dans le renforcement de l'unité et de l'influence régionale, tout en examinant l'impact de la coopération internationale. La méthodologie adoptée repose sur une approche qualitative et documentaire, comprenant l'analyse des textes officiels, des rapports des partenaires internationaux et de la littérature académique sur l'intégration régionale. Des entretiens semi-directifs avec des experts et acteurs institutionnels complètent l'investigation.

Les résultats montrent que la CEMAC a permis des avancées dans l'harmonisation des politiques économiques et monétaires, mais que l'intégration politique reste limitée. La coopération internationale soutient certains projets structurants, mais son impact reste fragmenté en raison des divergences entre États membres. L'étude conclut que le renforcement de la gouvernance institutionnelle, l'amélioration de la coordination régionale et l'élaboration de stratégies communes sont essentiels pour une Afrique centrale plus unie et influente.

Mots clés : Intégration régionale, Coopération internationale, CEMAC, Afrique centrale, Gouvernance régionale

Développement économique et stratégies d'innovation pour un avenir compétitif et inclusif : Analyse du rôle du système éducatif au Congo, Cameroun, au Tchad, Sénégal, Ghana et Mali

***Euloge Moboza Ndongo*[1]**, *PhD, Assistant, Université Marien Ngouabi*
***Jonas Lukoki-Visi*[2]**, *Professeur associe, Institut Supérieur du Commerce, Université de Matadi*
***Paulin Mandoumou*[3]**, *Maitre de Conférences, Université Marien Ngouabi*
***Marcelline Djeumeni Tchamabe*[4]**, *PhD, Professeur Titulaire, Université de Yaoundé 1*
***Hygin Bellarmin Elenga*[5]**, *Maitre de Conférences, Université Marien Ngouabi*
***Yvon Rock Ghislain Alongo*[6]**, *Maitre de Conférences, Université Marien Ngouabi*
***Alain Vilard Isoh Ndi*[7]**, *PhD, Professeur, ICT University USA Campus Yaounde*
***Aristide Ewamela*[8]**, *Professeur Titulaire, Université Marien Ngouabi*
***Victor Mbarika*[9]**, *PhD, Professeur Titulaire, ICT University USA Campus*
***Pierre Fonkoua*[10]**, *PhD, Professeur Emérite, ICT University USA Campus Yaounde*

[1]Laboratoire des sciences d'éducation, ICTUniversity, Bâton Rouge Louisiana-USA, Campus Messassi, Yaoundé, Cameroun

[2]Laboratoire de didactique des APS, Institut Supérieur d'Éducation Physique et Sportive, Université Marien Ngouabi, Congo-Brazzaville

[3]Laboratoire des sciences d'éducation et TICE, Institut Supérieur d'Éducation Physique et Sportive, Université Marien Ngouabi, Congo-Brazzaville

[4]Laboratoire de Management de gestion et marketing, Institut Supérieur de Gestion, Université Marien Ngouabi, Congo-Brazzaville

Résumé

L'objectif est de permettre aux administrateurs, enseignantes, étudiantes et agents des services de scolarité d'adopter efficacement les nouvelles méthodes d'enseignement et d'apprentissage, en présentiel et à distance, grâce au numérique. Cependant, l'adhésion reste limitée : seulement 30 %, 20 %, 13 %, 10 % et 3 % des différentes catégories jugent fiables et crédibles les outils pédagogiques, les TICE, l'intelligence artificielle et les compétences flexibles, tandis que 70 %, 80 %, 90 %, 88 % et 17 % restent réticents. Cette situation met en évidence la nécessité d'un système éducatif capable de fournir des compétences adaptées aux besoins du marché, de stimuler la recherche, l'innovation et l'esprit entrepreneurial, et de favoriser l'inclusion sociale. Dans les pays étudiés au Congo, Cameroun, Tchad, Sénégal, Ghana et Mali. Il est essentiel de moderniser les programmes, de renforcer la formation des enseignants et de promouvoir les partenariats public-privé. Un système éducatif performant constitue ainsi un levier fondamental pour un avenir compétitif, innovant et inclusif.

Mots clés : **Mots-clés :** TICE, développement économique, innovation et compétitivité, inclusion, éducation

La validité de la loi d'Okun dans l'économie marocaine : Une étude économétrique préparé par : Hicham SAIDI, docteur en sciences économiques et gestion à la FSJES de Meknès.

Résumé

Cet article empirique vise à analyser la relation entre la croissance économique et le chômage en appliquant la loi d'Okun (1962) au contexte au contexte marocain à l'aide du modèle ARDL par les deux méthodes différenciés et gap. Nos séries sont annuelles et couvrent la période allant de 1990 au 2023. Elles ont été extraites respectivement des bases de données de la Banque mondiale (WDI).

Les résultats montrent des dynamiques claires et significatives entre ces deux variables, tant à court qu'à long terme. À court terme, les analyses ont suggéré une relation significative et négative, où une hausse du PIB entraîne une baisse rapide du chômage. À long terme, le modèle différencié met en évidence une relation inverse stable et durable entre la croissance économique et le chômage, soulignant le rôle crucial des investissements dans les infrastructures, la formation professionnelle et les réformes structurelles pour consolider les effets de la croissance sur l'emploi. Par contre, le modèle gap n'a pas permis de démontrer une dynamique stable à long terme.

Mots clés : loi d'Okun, croissance économique, chômage, ARDL, Maroc.

La réserve spéciale d'Anjanaharibe-Sud et ses impacts sur la vie socio-économique de la population riveraine dans le district d'Andapa Madagascar

Dorient RAVELOJAONA

Faculté de Droit, des sciences Économiques, de Gestion et de Mathématiques, Informatique et Applications de l'Université de Toamasina

RÉSUMÉ

Établie par le décret n° 58-12 du 29 novembre 1958, la réserve spéciale d'Anjanaharibe-Sud couvre une superficie de 41 110 hectares et s'étend sur les régions de Sava et de SOFIA; délimitée par ces trois districts dont: le district d'Andapa, de Bealanana et de Befandriana Nord. Elle se localise à 25 km environ, au sud-ouest de la ville d'Andapa. Son versant est touché 3 communes rurales, à savoir Ambodimanga I, Bealampona et Ambodivaina, et l'ouest s'étend à l'intérieur des deux communes rurales : Ambalaromba dans le district de Bealanana et Matsondakana à Befandriana-Nord. Pour atteindre ces 25 km, il faut 03 heures au moins, dont plus d'une heure de temps en voiture pour rejoindre Andasibe-Maheverika et pas moins de 02 heures de temps pour y arriver à Befingotra. À partir de Befingotra, la réserve spéciale d'Anjanaharibe-Sud n'est accessible qu'en camion 6X6 et en moto via toujours par la route Andapa-Bealanana. Pour une visite complète de cette dernière, il faut allouer au moins 04 heures de temps, dont entre deux et trois heures de randonnée pédestre, avec une traversée partielle de la Réserve. Et on estime à une ou deux heures de marche pour accéder une seconde fois à l'intérieur de cette dernière. La réserve spéciale d'Anjanaharibe-Sud représente l'écorégion des Hautes Terres du Nord au sein du Réseau national des aires protégées.

En dehors de sa mission de protection des écosystèmes, grâce aux diverses richesses en ressources naturelles qu'elle regorge, Anjanaharibe-Sud offre à la population riveraine des biens et services (air pur, eau potable, nourriture, terre arable, bois, pierres précieuses, médicaments, etc.) gratuitement qu'elle utilise directement ou indirectement dans leurs activités économiques et sociales. Malgré tout, bon nombre de populations ignorent et/ou nient totalement la valeur de ces biens et services qu'elle a rendus, vu qu'ils sont accueillis gratuitement. Cette situation peut rendre non-durables ces ressources naturelles, surtout face à une population fortement dépendante. Heureusement, à 80 %, ce sont des ressources naturelles renouvelables. Donc, avec une bonne politique de gestion saine et transparente qui vise à concilier l'équilibre entre la condition humaine et le statut environnemental, tout peut s'arranger d'une manière humaniste et soutenable.

L'objectif est de sensibiliser à l'apport socio-économique de la réserve d'Anjanaharibe-Sud sur la survie de la population de la zone ciblée et ainsi de le valoriser. Des enquêtes socio-économiques ont été menées, suivies d'une analyse des données à l'aide de modèles économétriques. Des questionnaires ont été élaborés concernant la réserve spéciale d'Anjanaharibe-Sud, les activités socio-économiques promotrices de la population, les statistiques de la population et sur la politique de gestion de cette dernière. Puisque la réserve spéciale d'Anjanaharibe-Sud est l'une des sources de survie directement ou indirectement pour la population riveraine et du district d'Andapa. C'est ainsi que la valorisation de la politique de gestion de cette réserve par rapport aux besoins de la population a été préconisée. Dès lors, en dépit du changement de mentalité de la population, l'intervention de l'État est incontournable.

Mots clés : Activités économiques, réserve spéciale, biens et services, ressources naturelles, environnement.

Accumulation du capital humain et gap de productivité genre dans le secteur agricole au Burkina Faso

Lwungili Justin BATIONO*. Centre d'Etude, de documentation et de Recherche Economiques et Sociales (CEDRES) de l'Université Thomas SANKARA (UTS)

Résumé

Le secteur agricole de l'Afrique Subsaharienne (ASS) connait de faibles performances et son potentiel encore énorme reste inexploité. Le continent est en retard par rapport aux autres régions du monde en termes de productivité agricole, d'éducation, de services de conseil et de vulgarisation et d'accès au crédit. L'objectif principal de la présente étude est d'analyser le rôle de l'accumulation du capital humain dans l'écart de productivité agricole entre les hommes et les femmes au Burkina Faso. Les données qui ont servi à l'analyse sont des données de panel niveau ménage couvrant la période 2015-2019 issues de l'Enquête Permanente Agricole (EPA). Nous avons appliqué la méthode de décomposition de Blinder-Oaxaca pour déterminer l'ampleur de l'écart de productivité agricole entre les hommes et les femmes et identifier les variables qui expliquent cet écart.

Les résultats obtenus indiquent l'existence d'une différence de productivité agricole entre les hommes et les femmes estimée à 111,50 %. Cet écart est expliqué à 56,55 % par l'effet de dotation c'est-à-dire par des facteurs observables. Le reste de l'écart (43,45 %) reste inexpliquée et est dû aux désavantages structurels des femmes. Parmi les facteurs explicatifs de cet écart, il ressort que l'accumulation du capital humain contribue à expliquer les différences de productivité agricole genre au Burkina Faso. Notamment, l'appartenance à une organisation paysanne et l'éducation primaire affecte significativement l'écart de productivité, au contraire du niveau d'éducation secondaire et de l'encadrement agricole (services de vulgarisation) dont les effets ne sont pas statistiquement significatifs.

En termes d'implication de politiques, les gouvernements devraient améliorer l'accès des femmes à des ressources similaires à celles des hommes y compris renforcer les politiques éducatives en intégrant une approche genre. Il est également indispensable d'améliorer l'accumulation du capital humain sur le tas par le renforcement des services de vulgarisation agricoles adaptés aux besoins des agriculteurs, aussi par des incitations d'adhésion dans les organisations paysannes au profit des femmes.

Mots-clés : Capital humain ; productivité agricole ; genre ; secteur agricole ; Burkina Faso

Lutter contre la corruption autrement : approche prospective pour faire face aux limites des approches néolibérales

Dr Razafimandimby Rabarihoela Rian'aina, Université d'Antananarivo, Madagascar

Madagascar fait partie des pays où la corruption sévit avec un indice de perception de la corruption se situant entre 25 et 28 les cinq dernières années, plaçant le pays entre le 140e et le 149e rang mondial sur 180 pays évalués. Malgré diverses réformes engagées depuis 2002, le phénomène peine à être éradiqué. Des recherches effectuées dans le cadre d'un doctorat intitulé : « De l'efficacité de la lutte contre la corruption. De l'approche globale néolibérale à l'approche locale socio-anthropologique du phénomène dans la circulation automobile à Antananarivo » montrent que les approches néolibérales de lutte contre la corruption adoptée majoritairement par le pays sont limitées. En utilisant une méthode alternative socio-anthropologique, les études ont montré différentes facettes sociales et culturelles qui semblent essentielles à être considérées. La communication vise à présenter ces aspects socio-anthropologiques à travers l'analyse de la petite corruption dans la circulation. En analysant les pratiques, les perceptions et les représentations de la corruption, elle cherche à révéler des dimensions alternatives qui échappent à l'approche homogène néolibérale.

En présentant ces aspects, l'objectif est de proposer des solutions concrètes et adaptées aux réalités du terrain, dans une vision prospective d'éradication efficace du phénomène dans le cadre d'un meilleur développement à Madagascar et ainsi en Afrique. Dans le cadre du « reflux » du néolibéralisme actuel, en effet, de nouvelles stratégies semblent essentielles à chercher. La communication présentera, en premier lieu, les approches néolibérales de lutte anti-corruption. Elle sera suivie d'une analyse de ses limites en présentant la perception socio-anthropologique du phénomène dans la circulation. La troisième partie constituera une proposition de recommandations de stratégies se basant sur les données issues du terrain, collectées, à partir des théories de terrain. La communication constitue ainsi un apport académique pertinent aux décideurs et acteurs de terrain et constituera une réflexion sur un enjeu majeur et futur de l'Afrique.

Mots-clés : corruption, néolibéralisme, socio-anthropologie, alternative, réalités africaines

Conflits fonciers et modes de résolution dans le Département de Damagaram Takaya

BOUKAR ABDOU Abdoul Razak[1] ; SOULEY Kabirou[2] et WAZIRI MATO Maman[3]

[1]Géographe, Doctorant, Université Abdou Moumouni de Niamey, Niger

[2]Géographe, Professeur Titulaire, Université André Salifou de Zinder/Niger

[3]Géographe, Professeur Titulaire, Université Abdou Moumouni de Niamey/Niger

Résumé

L'accès aux ressources foncières devient de plus en plus problématique dans la zone agropastorale en général et dans le Département de Damagaram Takaya d'une manière particulière. La course incontrôlée aux ressources foncières, explique la rareté de ces ressources dans un contexte de l'évolution démographique de la zone d'étude. L'amenuisement des terres de culture liés au morcellement, affaibli les rendements agricoles, poussant les agriculteurs au grignotage des espaces réservés au pâturage notamment les aires et les couloirs de passage des animaux. Cette situation n'est pas sans conséquences dans les rapports socioéconomiques des acteurs utilisateurs des ressources naturelles. L'objectif de cette étude est d'identifier d'une part, les différentes formes et source de conflits fonciers dans la zone d'étude, et d'autre part d'analyser les stratégies de leur résolution.

La méthodologie s'est appuyée sur des données issues de recherche documentaire, des enquêtes quantitatives et qualitative auprès 413 acteurs ruraux. L'étude a permis de dresser un inventaire de conflits et leurs causes. Ainsi, 52% de cas sont liés au dégâts champêtres, 14% liés au problème de limite des champs, 11% mise en culture des espaces pastoraux et 10% liés à la non-matérialisation des aires de pâturages. Cependant, les conflits trouvent leur résolution le plus souvent chez les chefs traditionnels (60%), à l'amiable (30%), parfois à la gendarmerie (6%) ou à la justice (4%).

Mots clés : Conflits fonciers, Sécurisation, Grignotage, Ressources pastorales.

Axe 3 : Environnement et changement climatique : scenarios pour une transition durable

Résistance antimicrobienne et changement climatique en Guinée : intégrer l'approche One Health aux stratégies vétérinaires territoriales

Lanan Wassy SOROMOU[1,2*], Mama Agnès TEA[2], Almamy Ousmane Deen CAMARA[2]

[1]*Faculté des Sciences et Techniques, Université de Labé,210 Labé, Guinée.*

[2]*Institut Supérieur des sciences et de médecine vétérinaire de Dalaba, 09 Dalaba, Guinée.*

La résistance aux antimicrobiens (RAM) constitue une menace croissante et complexe pour la santé animale, humaine et environnementale. En Guinée, le changement climatique accentue les stress agro-pastoraux, influence les pratiques d'élevage et modifie les schémas d'utilisation des antibiotiques, augmentant ainsi le risque de développement et de diffusion de la RAM. L'analyse des interactions entre climat, pratiques vétérinaires et RAM, via l'approche One Health, permet de concevoir des stratégies locales durables et efficaces.

Une étude territoriale a été menée dans plusieurs zones agro-pastorales de la Basse-Côte et de la Moyenne Guinée, caractérisées par une forte activité d'élevage (bovins, petits ruminants, volailles) et des marchés de bétail organisés. L'étude visait à identifier les facteurs favorisant la résistance aux antimicrobiens (RAM), à évaluer l'impact du changement climatique sur l'élevage, et à analyser les pratiques de gestion des médicaments, notamment des antibiotiques, afin de formuler des recommandations pour une meilleure gouvernance sanitaire. Les données ont été collectées par des enquêtes semi-structurées, des observations de terrain et l'inventaire des initiatives alternatives (phytothérapie, probiotiques). L'analyse a porté sur la surveillance participative de la RAM, l'évaluation des pratiques thérapeutiques en lien avec le climat et la formation des acteurs locaux, dans une approche intégrée One Health.

Les pathologies animales sont légèrement plus fréquentes en début de saison sèche, avec plusieurs cas d'échec thérapeutique observés selon les espèces. L'utilisation excessive d'antibiotiques tels que l'oxytétracycline et la pénicilline-streptomycine a été constatée, illustrant une forte pression antibiotique. La RAM est encore faiblement prise en compte dans les politiques locales de santé animale. Néanmoins, des initiatives prometteuses émergent : recours accru à la phytothérapie, expérimentation de probiotiques, implication active des vétérinaires communautaires et programmes locaux d'éducation sanitaire. Ces actions participatives et innovantes démontrent le potentiel d'une approche territorialisée et intégrée pour renforcer la résilience des systèmes d'élevage face aux contraintes climatiques et sanitaires. L'adoption de pratiques alternatives et la sensibilisation des acteurs locaux contribuent à limiter l'usage excessif des antibiotiques et à améliorer la sécurité sanitaire globale.

L'intégration de l'approche One Health dans les stratégies vétérinaires territoriales constitue une voie stratégique pour prévenir la RAM et promouvoir des solutions durables adaptées aux réalités locales. La combinaison de surveillance participative, de formation des acteurs et de recours aux alternatives thérapeutiques constitue un modèle efficace pour renforcer la sécurité sanitaire animale et humaine dans un contexte de changement climatique. Ces résultats soulignent l'importance de soutenir les initiatives locales et de mettre en place une gouvernance coordonnée pour répondre aux défis sanitaires et climatiques.

Mots-clés : Résistance antimicrobienne, Climat, One Health, Alternatives thérapeutiques, Stratégies territoriales

EDUCATION À UNE TRANSITION NUMÉRIQUE RESPECTUEUSE DE L'ENVIRONNEMENT DES VILLES CAMEROUNAISES

YONKEU TOMFEUN Agnès

Docteure en Didactique des Disciplines-Spécialité Didactique de la Géographie

Université de Yaoundé 1

Cette contribution est une synthèse sur l'éducation à une transition numérique respectueuse de l'environnement des villes camerounaises. En réalité, depuis les années 90, le numérique transforme la société urbaine et de ce fait simplifie les démarches des usagers. Cette transition de la société traditionnelle à la société digitale a atteint son apogée pendant la période Covid-19 dans tous les secteurs d'activités. Cette pratique a donc vu un boom dans la production, l'importation et l'utilisation des outils TIC. Si bien que, FAQ (s.d) pense que : « le marché des technologies de l'information et de la communication devrait atteindre 6030 milliards de dollars en 2025 et croître à un TCAC de 5,45% pour atteindre 7860 milliards de dollars en 2030 ». Sauf que, bien que l'utilisation du numérique ait eu des répercussions positives sur la société, elle constitue une nouvelle source de pollution environnementale. En effet, selon la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (2025, mars),

> L'accélération du développement et du déploiement des technologies (…) entraîne une augmentation rapide des coûts environnementaux, qu'il s'agisse de la demande de matières, de la consommation d'eau et d'énergie, de la pollution de l'air, des émissions de carbone ou de la production de déchets électroniques (p.2).

Pour ce même auteur, « les émissions de gaz à effet de serre dues à l'utilisation de l'intelligence artificielle, notamment, sont élevées : celles de Google ont augmenté de 48 % entre 2019 et 2024 et celles de Microsoft étaient près de 31 % plus élevées en 2024 qu'en 2020 » (CNUCED, 2025, mars, p.1). Dans ce contexte, comment éduquer à une transition numérique respectueuse de l'environnement des villes camerounaises ? L'hypothèse de recherche est : la mise en place d'un dispositif permettant de sensibiliser les acteurs de la transition numérique. L'objectif de cette recherche est donc de construire un dispositif visant à sensibiliser les acteurs de la transition numérique. Nous avons adopté une méthodologie qualitative en nous appuyant sur l'observation et les données issues des recherches antérieures. L'analyse de ces données nous a permis de confirmer l'hypothèse. De ce fait, l'intérêt de ce travail est d'offrir à l'environnement des villes camerounaises une transition numérique plus saine, tout en sensibilisant les acteurs de cette pratique révolutionnaire.

Mots clés : transition numérique, acteurs de la transition numérique, environnement, développement durable, éducation.

ÉTHIQUE ENVIRONNEMENTALE ET POLITIQUE DE TRANSITION ÉNERGETIQUE EN CÔTE D'IVOIRE

Kateyo Edwige **THIO**

Hamidou **DIOMANDÉ**

Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Résumé

L'impact néfaste de l'action humaine sur l'environnement a donné lieu à de nouveaux cadres de réflexion. Au nombre de ceux-ci figure l'écologie. Elle vise une nouvelle éthique environnementale dans l'optique de juguler la crise énergétique mondiale actuelle. Cependant, le traitement de ces réalités semble demeurer au niveau des hautes sphères académiques et des politiques. Or, leurs causes et leurs conséquences ne s'arrêtent pas à ces quelques entités et leurs traitements encore moins. Le défi pour nous consiste à savoir si les politiques suffisent à elles seules à réaliser cette transition énergétique. Dans le cadre de ce travail, nous essayerons d'en savoir plus sur le lien entre l'éthique environnementale et le besoin d'une transition énergétique prôné par la politique ivoirienne. Pour ce travail, nous optons pour la méthode analytique et critique dans la mesure où c'est à partir de l'analyse de certaines données que nous parviendrons à apporter une critique à l'existant. À cet effet, la méthode analytique consiste à identifier et à traiter d'un sujet dans ces différents aspects. Quant à la méthode critique, elle est le moyen de souligner les limites d'une théorie, de remettre en question les informations reçues ou disponibles afin d'élaborer de nouvelles idées sur la base des connaissances acquises.

Mots clés : **éthique, équité intergénérationnelle, conscience écologique, cadre juridique, transition énergétique**

Pisciculture, biosécurité et environnement en Guinée : analyse des pratiques et influence des changements climatiques à Siguiri

Lanan Wassy SOROMOU[1,2*], Berthin Thea, Odia Mamady Kaba[2], Aboubacar Mabinty Camara[2], Mohamed Merzouki[3], Sâa André Tolno[2], Lucie Haba[2], Lancine Magassouba[2], Facinet Bangoura[2]

[1]Département de Biologie appliquée, Faculté des Sciences et Techniques, Université de Labé, Labé, Guinée.

[2]Institut Supérieur des sciences et de médecine vétérinaire de Dalaba, 09 Dalaba, Guinée.

[3]National Aquaculture Agency of Guinea (ANAG) / Kaloum-Conakry, Guinea.

La biosécurité constitue un élément central pour prévenir les maladies et améliorer la productivité en aquaculture. En Guinée, peu d'études documentent l'application des mesures de biosécurité dans les exploitations piscicoles, particulièrement à Siguiri. Les variations climatiques, telles que les fluctuations de température, les précipitations irrégulières et les événements extrêmes, augmentent la vulnérabilité des élevages aquatiques en favorisant la propagation des maladies. Comprendre l'état des pratiques de biosécurité et leur interaction avec les contraintes environnementales est donc crucial pour concevoir des stratégies efficaces de prévention sanitaire et de résilience des fermes. Cette étude vise à évaluer le niveau de connaissance, l'application des mesures de biosécurité et l'impact des facteurs climatiques sur les pratiques des pisciculteurs urbains et périurbains de Siguiri.

Une enquête descriptive a été réalisée auprès de six fermes piscicoles sélectionnées selon trois critères : accessibilité, coopération des pisciculteurs et état fonctionnel des exploitations. Les données ont été collectées à l'aide d'un questionnaire structuré portant sur 20 variables liées à la biosécurité, incluant l'hygiène, la gestion sanitaire, la prévention des maladies et la gestion des ressources environnementales. Les observations directes ont permis de vérifier la mise en œuvre réelle des pratiques. L'étude a également pris en compte l'influence des variations climatiques sur la gestion des élevages et la vulnérabilité des pratiques sanitaires.

L'analyse a montré que 85 % des fermes ne respectent aucune mesure préventive formalisée. Les pratiques observées se limitent à la désinfection des équipements, à la gestion de l'eau et à la limitation des visites externes. La quarantaine des nouveaux arrivants, les mesures physico-chimiques, les visites vétérinaires régulières et la séparation des espèces sont rarement mises en œuvre. Les pisciculteurs ne disposent pas de politique de biosécurité structurée, et les mesures appliquées sont fragmentaires. Les variations climatiques, notamment les fortes pluies et les fluctuations de température, accentuent les risques sanitaires et exposent davantage les exploitations aux maladies.

Mots-clés : biosécurité, pisciculture, Siguiri, Guinée, environnement et climat

Analyse des potentialités touristiques du parc archéologique Agongointo au développement durable de la ville de Bohicon au Bénin : Proposition d'un plan de réhabilitation et de stratégies pour une gestion efficace

Divino ADJOTIN, Centre d'Excellence Régional sur les Villes Durables en Afrique (CERViDA-DOUNEDON) de l'Université de Lomé (Togo)

Analyse des potentialités touristiques du parc archéologique Agongointo au développement durable de la ville de Bohicon au Bénin : Proposition d'un Plan de réhabilitation et de stratégies

pour une gestion efficace Résumé : La gestion efficace et efficiente des ressources naturelles mises en tourisme constitue un défi majeur pour l'atteinte des objectifs du développement durable en Afrique. Cette recherche a pour but d'analyser les potentialités du Parc archéologique Agongointo au développement durable dans la ville de Bohicon. Le terme développement durable étant vaste, l'étude a été circonscrite en prenant en compte les trois dimensions (économie, sociale et environnementale). Les recherches documentaires associées aux enquêtes de terrain auprès des ménages ont servi de méthodologie pour atteindre cet objectif. Le parc archéologique Agongointo mise en tourisme depuis 2008 se trouve dans un état de dégradation progressive inimaginable sans précédent. Notre travail de recherche est de savoir : En quoi les potentialités touristiques de ce parc contribuent – elles au développement durable de la ville de Bohicon ? À partir de cette question centrale deux questions spécifiques se posent : Quelle est la contribution du parc archéologique Agongointo au développement socio-économique de la ville de Bohicon ? Comment l'exploitation touristique du parc archéologique Agongointo contribue-t-elle à la préservation de son environnement ? Pour répondre à ces questions après la revue de la littérature, nous avons adopté deux approches théoriques l'anthropologie de développement et le conservationnisme comme porte d'entrée pour mieux explorer le sujet. En outre, nous avons adopté une démarche méthodologique qui prend en compte la sociologie, l'anthropologie, la géographie et une approche mixte (quantitative et qualitative) pour la collecte des données. L'exploitation touristique du parc archéologique Agongointo a changé l'image de la ville de Bohicon mais cela est faible en raison de la notoriété du parc mais aussi en comparaison à d'autres parcs sur le plan national. En ce qui concerne l'implication de la communauté locale dans la gestion et la préservation du parc, il faut noter que 06% contre 94% de la communauté locale sont impliqués. La préservation de l'environnement n'a pas accompagné cette exploitation touristique. La corrélation entre le pilier économique et environnemental montre alors qu'il y a un déséquilibre qu'il faille corriger.

Mots clés : Exploitation, touristique, parc, archéologique

Subventions aux combustibles fossiles et santé dans les pays d'Afrique subsaharienne : Exploration des effets asymétriques et des canaux de transmission

Jacques Boundioa [1.3.*] et Souleymane Diallo[2.3]

[1] Université Thomas SANKARA, Département d'Economie, Saaba, Burkina Faso

[2] Université Norbert ZONGO, Département d'Economie, Koudougou, Burkina Faso

[3] Center for Economic and Social Studies. Documentation and Research (CEDRES)

Résumé

L'objectif de cet article est d'examiner les effets asymétriques et les canaux de transmission des subventions aux combustibles fossiles sur la santé dans 35 pays d'Afrique subsaharienne au cours de la période 2010-2020. Les résultats des estimations utilisant la méthode Driscoll-Kraay montrent que les subventions aux combustibles fossiles ont des effets asymétriques sur la santé. Une augmentation soutenue des subventions aux combustibles fossiles à un impact négatif sur la santé, tandis qu'une diminution au fil du temps l'améliore. Les dépenses de santé privées et les émissions de gaz à effet de serre sont les canaux par lesquels ces effets asymétriques sont transmis. Ces résultats soulignent la nécessité de réformer les subventions aux combustibles fossiles afin d'évoluer progressivement vers des énergies propres et d'améliorer ainsi la santé de la population.

Mots-clés : **Subventions aux combustibles fossiles ; Résultats en matière de santé ; Effets asymétriques ; Driscoll-Kraay ; Afrique subsaharienne.**

Les représentations sociales des délestages électriques en milieu urbain

BAKITA MARINA MICHELLE épouse ELLA, Centre de Recherches et d'Etudes en Psychologie (CREP-UOB), Université Omar Bongo (Gabon),

Les représentations sociales sont des savoirs de sens commun, élaborés et partagés au sein d'un groupe social permettent de comprendre, d'expliquer et d'agir sur le monde environnent. Aussi, le changement climatique au Gabon est un phénomène qui se manifeste sous diverses formes. Cela est visible par des intempéries qui sont des perturbations météorologiques en rapport avec des vents forts qui dévastent les branchements électriques. Ces coupures d'électricité durent des heures entières et voire de nombreux jours. La vétusté des installations électriques de la société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) et la forte demande des services par les usagers créent le chaos. Il s'agit de délestages électriques qui sont des interruptions temporaires et localisées de l'approvisionnement en électricité organisée par les gestionnaires du réseau de transport d'électricité. Ils compliquent le quotidien des gabonais qui sont plongés dans l'insécurité, la précarité et les expose au paludisme par les piqûres de moustiques L'objectif de cette enquête est de montrer que les coupures électriques peuvent être causées par des vents violents qui détruisent les installations électriques et affectent les populations. L'hypothèse posée est que les délestages électriques en milieu urbain peuvent provenir des intempéries et traumatisent les victimes. Nous avons obtenu 21 entretiens semi-directifs au près d'une veuve de 55 ans résidant dans la commune de Ntoum pour connaître son vécu. Nous avons réalisé une étude de cas basée sur les opinions de cette femme de nationalité gabonaise. Les résultats obtenus font ressortir trois sous-thèmes à savoir la précarité, la santé et les intempéries

Mots clé : Délestages électriques, Intempéries, Précarité, Représentations sociales, Santé.

Variabilité spatio temporelle des ilots de chaleur urbains dans agglomération de Libreville (Gabon) : Enjeux environnementaux et sanitaires

Dergy strede ZOLO MBOU, Doctorant en géographie, Université Oumar BONGO

Résumé :

Le changement climatique constitue aujourd'hui un défi majeur pour les sociétés humaines, avec des répercussions particulièrement visibles dans les environnements urbains. Selon les projections du GIEC (2023) et les rapports de l'Organisation météorologique mondiale (OMM, 2022), l'augmentation des températures globales entraîne une intensification des vagues de chaleur, dont les villes sont les premières victimes. Ce phénomène s'exprime localement à travers les îlots de chaleur urbains (ICU), liés à l'imperméabilisation des sols, à la densification du bâti et à la réduction des surfaces végétalisées.L'agglomération de Libreville présente des perturbations microclimatiques, engendrées par sa morphologie urbaine, les conditions climatiques, la croissance démographique et l'urbanisation croissante liée à l'exode rural. L'ensemble de ces éléments constituent des facteurs favorables à la formation d'îlot de chaleur urbain.Cette étude vise à cerner la variation spatio-temporelle des températures pendant la période 2022-2023 à l'aide de mesures fixes et à identifier les îlots de chaleur urbains. La méthodologie de cette recherche, repose essentiellement sur la collecte de données de températures à échelle de l'agglomération de Libreville. Elle s'adapte aux traitements Statistiques, à la Géostatistiques et à l'interprétation de données. La spatialisation de l'îlot de chaleur urbain (ICU) a été réalisée à partir de 11 stations météorologiques. La cartographie du climat urbain requiert des méthodes spécifiques d'interpolation spatiale. Les résultats montrent que le site TTIGE (FOYER PLEIN NIGER) enregistre la température moyenne annuelle la plus importante, avec 28°C, pour un écart de l'ordre de 3°C. L'observation de l'ICU sur une année montre l'importante variabilité de l'ICU selon les sites et la situation. Les îlots de chaleur urbains sont localisés dans les zones densément bâti. Les ICU représentent également un champ d'action stratégique pour la transition durable. Leur atténuation passe par des mesures d'adaptation urbaine intégrant la végétalisation, la gestion des sols perméables, l'aménagement de corridors écologiques et la promotion d'une architecture bioclimatique. Ces solutions, déjà préconisées dans plusieurs villes africaines et soutenues par les recommandations internationales, permettent non seulement de réduire les contrastes thermiques intra-urbains mais aussi de limiter la consommation énergétique liée à la climatisation et d'améliorer le bien-être des populations.

L'analyse de la variabilité spatio-temporelle des ICU à Libreville éclaire ainsi l'interaction entre changement climatique, urbanisation et santé. Elle met en évidence la nécessité d'une gouvernance urbaine intégrant les enjeux environnementaux et sanitaires afin de promouvoir une ville résiliente, équitable et durable.

Mots-clés: changement climatique, îlots de chaleur urbains, Température, urbanisation, Libreville

Changements climatiques et précarité hydrique : quels risques pour la santé des populations du département de Tengréla (région de la Bagoué, RCI) ?

KONE Tintcho Assetou épse BAMBA

Assistante, Université Alassane OUATTARA-Bouaké (Côte d'Ivoire)

Résumé

Le département de Tengréla, situé au nord de la Côte d'Ivoire, est particulièrement exposé aux effets du changement climatique, notamment à la variabilité pluviométrique et à la raréfaction des ressources en eau. Sécheresses, irrégularité des précipitations et évaporation accrue perturbent le cycle hydrologique, réduisant l'accès à l'eau pour la consommation, l'agriculture et l'élevage. Cette précarité hydrique croissante représente un risque majeur pour la santé publique locale. L'objectif de cette étude est d'analyser les effets des changements climatiques sur la précarité hydrique dans le département de Tengréla, et d'évaluer les risques sanitaires encourus par les populations locales. Cette étude, menée entre 2024 et 2025, s'appuie sur une combinaison d'observation de terrain, d'analyse documentaire, d'entretiens semi-directifs et d'une enquête quantitative conduite auprès de 150 personnes, sélectionnés selon un échantillonnage aléatoire stratifié dans cinq villages du département de Tengréla (Sissengué, Tiempa, Danzourou, Koulousson et Dougba). Ce dispositif méthodologique a permis de mettre en évidence les interactions entre les dynamiques climatiques, la disponibilité en eau et les conditions de santé publique. Les résultats révèlent une variabilité saisonnière caractérisée par une baisse des précipitations, une hausse des températures et un assèchement des points d'eau, attribuables aux changements climatiques. Aussi, L'accès limité à l'eau potable, la mauvaise qualité de l'eau, l'éloignement des sources et le manque de dispositifs de stockage favorisent la prévalence de maladies telles que la diarrhée (41%), le choléra (12%), la fièvre typhoïde (27%) et la bilharziose (4%). Face à ces défis, il est crucial de renforcer la résilience communautaire, d'améliorer la gouvernance de l'eau et de promouvoir des stratégies d'adaptation durables aux changements climatiques.

Mots-clés : Changements climatiques, Précarité hydrique, Risques sanitaires, Tengréla, Côte d'Ivoire

Gestion des latrines dans les espaces publics urbains : cas des marchés, gares routières et centre de santé à Yamoussoukro

Amichalé Jean Cyrille BEDA[1], Franck Michaël ZAHUI[2], Jean-Marie Pétémanagnan OUATTARA[3], Lacina COULIBALY[4]

[1]Unité de Formation et de Recherche Ingénierie Agronomique Forestière et Environnementale (UFR-IAFE), Université de Man, Côte d'Ivoire,

[2]Unité de Formation et de Recherche Ingénierie Agronomique Forestière et Environnementale (UFR-IAFE), Université de Man, Côte d'Ivoire,

[3]Unité de Formation et de Recherche en Sciences et Gestion de l'Environnement (UFR-SGE), Université Nangui ABROGOUA,

[4]Unité de Formation et de Recherche en Sciences et Gestion de l'Environnement (UFR-SGE), Université Nangui ABROGOUA

Résumé

Les espaces publics urbains sont des lieux qui reçoivent un grand nombre de personne au quotidien. Ainsi, pour satisfaire les besoins naturels de ces populations, des toilettes publiques y sont implantées. Toutefois, dans les villes des pays en développement, l'entretien de ces toilettes est généralement problématique exposant les populations aux maladies digestives (gastro-entérite, fièvre typhoïde, choléra) et aux infections urinaires. Cette étude vise à analyser la gestion des latrines publiques dans la commune de Yamoussoukro. La méthodologie utilisée a consisté à des observations de terrain et une conduite d'enquête auprès des responsables, gestionnaires et usagés des toilettes publiques des marchés, gares routières et centres de santé de la commune de Yamoussoukro.

Les résultats indiquent que dans la commune de Yamoussoukro trois (03) types de latrines sont rencontrés dans les toilettes publiques des marchés, gares routières et centres de santé. Il s'agit des latrines à chasse mécanique (40%), des latrines à chasse manuelle (50%) et des latrines traditionnelles (10 %). Chaque jour, ce sont entre 20 et 500 personnes, 14 et 300 personnes et entre 10 et 200 personnes qui utilisent ces toilettes publiques respectivement des marchés, gares et centres de santé. Les toilettes sont majoritairement gérées par les hommes dont l'âge est supérieur à 40 ans et génèrent en moyenne 100 000 francs CFA comme gain mensuel. Elles sont entretenues une à trois (03) fois par jour en utilisant essentiellement les détergents OMO (80%), eau de javel (85%), savon liquide (55 %), acide (25%), grésil (10%). Si 86% des toilettes des centres de santé sont propres selon nos observations, la majorité des toilettes des lieux marchands sont impropres (71% dans les marchés et 69% dans les gares). Par ailleurs, 64% et 67% des usagers s'estimaient non satisfait de l'état de propreté des toilettes respectivement dans les gares et les marchés. En revanche, 80% des usagers des latrines des centres de santé estiment qu'elles sont propres. Une fois pleine, les fosses des toilettes publiques sont vidangées au moins une fois dans le mois (56%) soit par la vidange manuelle (14%) ou par la vidange mécanique (86%). La majorité des gestionnaires de des latrines publiques (56%) n'avaient pas connaissance de la destination finale des boues vidangées. Toutefois, ils présageaient que ces boues étaient déversées dans la nature.

Au regard des insuffisances observées dans la gestion des toilettes publiques dans la ville de Yamoussoukro et pour préserver la santé des populations, il est impératif de mettre en place une stratégie de gestion participative de ces toilettes impliquant à la fois la municipalité et les acteurs de ce secteur (propriétaires, gestionnaires, vidangeurs et usagers).

Mots clés : Côte d'Ivoire, Espaces publics, Hygiène, Toilettes publiques, Yamoussoukro

La protection de l'environnement à l'épreuve du droit penal au Mali presenté par Dr Boureima KAREMBE, Dr Seydou MALLET, Dr Abdel Kader SANOGO, Université Kurukanfuga de Bamako

La prise de conscience, au début des années 1970, de la dégradation de l'environnement s'est traduite, au niveau des instances internationales, par l'adoption de prescriptions de plus en plus précises et contraignantes **a été souligné par les intervenants.**

Selon les communicants, depuis plusieurs décennies, la protection de l'environnement est au cœur des préoccupations des pouvoirs publics et des organisations privées. Cela justifie notamment la mise en place d'un ensemble de règles qui punit pénalement les atteintes portées à la nature. Il s'agit du droit pénal de l'environnement qui trouve sa source dans plusieurs instruments juridiques nationaux et internationaux.

Axe 4 : Education, culture et société : préparer les générations futures

Influence des pratiques pédagogiques sur la motivation professionnelle des enseignants : Étude de cas au groupe scolaire public de Kalaban-Coura, Bamako

Natié COULIBALY, doctorant _ UYOB (Mali)

Résumé

Cette étude examine l'influence des pratiques pédagogiques sur la motivation des enseignants du groupe scolaire public de Kalaban-Coura à Bamako, dans un contexte marqué par des contraintes structurelles. La problématique interroge la capacité de ces pratiques à agir comme un levier motivationnel malgré un environnement difficile. L'objectif général est d'analyser les mécanismes de cette influence en croisant les apports de la théorie de l'autodétermination, du modèle exigences-ressources (JD-R) et du concept d'efficacité collective. La méthodologie repose sur une étude de cas qualitative et quantitative, incluant des entretiens semi-directifs et des questionnaires auprès de 25 participants (enseignants, directeurs, parents). Les résultats révèlent une forte adhésion aux pratiques collaboratives, perçues comme motivantes, mais aussi un besoin crucial de formation continue, une autonomie pédagogique inégale et un climat relationnel contrasté. La conclusion souligne que la motivation dépend d'un équilibre entre les ressources pédagogiques et un soutien institutionnel renforcé, préconisant une action systémique pour un engagement professionnel durable.

Mots-clés : **Apprentissage collaboratif ; Autonomie professionnelle ; Enseignants ; Motivation ; Pratiques pédagogiques.**

Education à la citoyennete et au civisme dans la perspective de l'optimisation de la gouvernance locale à l'exemple de la région Diana, Madagascar) présenté par :

RAKOTONINDRINA Tantely Oliva, Enseignant- Chercheur, ENS Université Fianarantsoa, Madagascar et al, Université Fianarantsoa, Madagascar

Dans le contexte quasi-permanent de pauvreté, Madagascar s'est résolument engagé dans la mise en œuvre des différentes politiques de développement, Depuis 1985, il s'est adhéré au basculement vers l'instauration d'une bonne gouvernance locale responsable à travers les collectivités décentralisées. Malgré tout, la remarque du Système de Nations Unies, depuis 2003 reste encore confirmée : « Les insuffisances de l'état de droit, la faiblesse de la participation démocratique et l'insuffisance de la participation économique constituent les trois problèmes majeurs de la gouvernance à Madagascar »[1]. Dans la perspective d'application des différents approches de développement, la prise de conscience, par le Gouvernement, de la dégradation du sens civique et de la situation déficitaire des compétences citoyennes, tant au niveau de la plupart des gens qu'au niveau de certains détenteurs de pouvoir, l'a conduit à prendre la volonté de créer, en 2002, un département étatique chargé de la question de l'Education à la Citoyenneté et au Civisme, en occurrence l'Office de l'Education de Masse et du Civisme (OEMC), et à reconnaître des initiatives non gouvernementales en matière d'Education à la citoyenneté, Quelques soient les efforts en matière de développement et les efforts fournis en éducation à la citoyenneté et au civisme, on constate toujours, dans la vie sociale et économique des malagasy, les comportements inciviques, l'état critique du niveau de participation citoyenne. Devant tel mal gouvernance caractérisée par l'incohérence flagrante des comportements des dirigeants et ceux de la population, une étude mérite d'être menée. Ce qui nous pousse à nous poser la question suivante : « Pourquoi la gouvernance locale dans une collectivité territoriale malgache n'est-elle pas efficace et n'a pas été appuyée effectivement par la participation de la population malgré les politiques adoptées ? » Dans le cadre de l'analyse, nous formulons l'hypothèse que l'efficacité de la gouvernance locale est fonction de la qualité de la citoyenneté exercée par les acteurs, dirigeants ou administrés. Quant à la méthodologie, la zone de notre investigation est la Région Diana. Notre population d'étude comprend des échantillons des acteurs de l'ECC, des autorités locales, de la population, des partenaires techniques et financières dans cette Région. Dans le souci de tirer des informations suffisantes et fiables, il est opportun d'employer quelques outils méthodologiques : la revue de la littérature, l'enquête, l'entretien et le focus group, l'observation directe. Notre contribution évoque la problématique avant d'avancer la méthodologie, l'analyse et interprétation des données pour arriver aux discussions et recommandations.

Mots- clés : citoyenneté, éducation, gouvernance, développement local

Auteurs :

RAKOTONINDRINA Tantely Oliva, Enseignant- Chercheur, ENS Université Fianarantsoa, Madagascar

ANDRIANANDRASANIRINA Faly Tinasoa, Enseignant- Chercheur, ENS Université Fianarantsoa, Madagascar

[1] Système des Nations Unies, CCA , Juillet 2003, « MADAGASCAR BILAN COMMUN DE PAYS »

RAKOTONINDRINA Tantely Ny Andry Nomena Anjarasoa, Doctorante, EDT/ GOUVSOMU (Gouvernance et Société en Mutation), Madagascar

RAKOTONINDRINA Tantely Aro Tafika Notahina Anjarasoa, Doctorante, EDT/GOUVSOMU , (Gouvernance et Société en Mutation), Madagascar

Afrique face aux défis du développement : Regards sur le développement économique dans l'Egypte ancienne

Jean Wolfgon YOKA ELONGO, **Université Marien Ngouabi, Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines**

Résumé

Cette contribution se donne l'ambition de circonscrire le niveau de développement économique atteint dans l'Egypte ancienne. Cette civilisation occupe du point de vue de l'historiographie économique africaine une place déterminante dans l'histoire concernant les activités productives. Bien que naquit dans un environnement géographique peu favorable à don essor économique ; le génie de sa population a marqué l'histoire économique de l'humanité. Cela s'est manifesté par une économie structurée et une organisation interne basée sur les ressources locales. Alors identifier et comprendre les piliers de cette économie peut servir de levier pour le développement actuel de l'Afrique. Car le continent fait fasse de nos jours à plusieurs défis qui constituent sans nul doute des freins pour son émergence et son autosuffisance surtout alimentaire ; d'où il faut se réapproprier les savoirs faires endogènes africains d'origine égyptienne pour réactiver l'économie du continent.

Mots clés : Afrique, développement, Egypte ancienne, innovation, prospective, regard économiques.

Culture de la paix en Afrique et développement endogène

Francis Birame Daba SARR

Docteur en philosophie- UCAD

Résumé

Dans un contexte africain marqué par de multiples crises politiques, socio-économiques et culturelles, les citoyens vivent en permanence sous la menace. La mauvaise gestion des affaires publiques, la mal gouvernance, la course à l'armement, la montée du communautarisme sont entre autres des éléments qui bouleversent les relations humaines et fragilisent la vie des différentes entités sociales. Les peuples vivent sous la menace de leurs États à cause de malversations, de tripatouillage constitutionnel qui menacent la paix civile. Ainsi, l'idée d'une Afrique développée suppose la culture de la paix sous toutes formes. Comment la paix constitue-t-elle un enjeu de développement endogène ? La paix durable est porteuse d'un développement. C'est pourquoi, les initiatives technologiques, la recherche et l'innovation n'auront leur véritable impact socioéconomique en Afrique que si des dispositions réglementaires légales et légitimes sont établies pour pacifier les États. Les méthodes traditionnelles de résolution des conflits justifient la nécessité de se fonder sur le « propre » en d'une prospective de développement endogène. La décolonisation des esprits et des frontières arbitraires entre États sont les véritables enjeux de la construction d'une Afrique riche de sa diversité et développée de façon inclusive.

Mots clés : **Culture, paix, développement, endogène, Afrique.**

Prospective philosophique et développement en Afrique

Dr Cheikh Moctar BA, Maitre de conférences assimilé à l'UCAD-Dakar

L'Afrique, malgré ses ressources humaines et ses richesses naturelles, reste confrontée à la pauvreté, à la dépendance économique et à une gouvernance fragile. Pour dépasser ces défis, il faut repenser le développement non seulement en termes économiques, mais aussi philosophiques et culturels. La philosophie prospective, orientée vers l'anticipation et la construction de futurs souhaitables, offre une voie pour imaginer et réaliser un développement autonome et durable du Continent. Elle propose de s'appuyer sur les valeurs et les réalités locales pour construire des politiques cohérentes à long terme. Elle valorise la solidarité, la sagesse et la créativité africaine comme ressources pour inventer des modèles de progrès respectueux de l'homme et de la nature.

Notre approche prône aussi une éthique de la responsabilité envers les générations futures et encourage l'innovation afin que l'Afrique devienne actrice de sa propre modernité. En intégrant la pensée critique dans l'éducation, en favorisant des institutions et des secteurs porteurs d'avenir, la philosophie prospective peut orienter le continent vers un développement endogène, inclusif et porteur de sens tout en permettant à l'Afrique de se projeter comme un laboratoire d'alternatives pour le monde.

L'Africain de Le Clézio : éduquer le regard, cultiver l'altérité et préparer les générations futures

Samira HRAOUI (Doctorante)
Université Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fès, faculté des Lettres et des Sciences Humaines Dhar el Mehrez, Laboratoire de recherche « Sciences du langage, Littératures, Art, Communication, Histoire et Education (SLLACHE) »

Résumé :

« *L'Afrique a laissé sur moi une marque que rien n'a pu effacer. C'est là que j'ai compris, sans le savoir, ce qu'était vivre parmi les autres*. » affirme Le Clézio dans son roman *L'Africain.* En ce sens, cet auteur traite de la question de la transmission entre les générations par le biais d'un retour vers une part de son enfance passée en Afrique. Ce récit biographique et autobiographique devient une méditation sur l'éducation, l'héritage et la transmission dans un monde caractérisé par l'injustice, ma mémoire et l'altérité. La découverte et du père et du continent africain permettent à Le Clézio, enfant européen, de mettre en récit une éducation non scolaire, façonnée par l'expérience directe, le contact avec le réel et la confrontation à d'autres cultures, une éducation primordiale pour préparer les générations futures.

De ce tissu narratif dans ce roman ressurgit une mémoire partagée : les récits de villages, les rituels, les codes de pudeur e d'hospitalité, la relation avec la nature. Le narrateur-personnage apprend à omettre les stéréotypes et à composer une identité plurielle. Il procède à une déculturation-reculturation afin de fonder une compétence essentielle pour son avenir : savoir habiter divers horizons symboliques. Autrement dit, cet enfant européen, élevé dans un imaginaire colonial, fait une expérience et voit de près cette Afrique loin de tous préjugés et stéréotypes exotiques. En découvrant les villages, les gestes quotidiens, les langues, les rituels, il constate que la culture n'est pas un patrimoine figé mais plutôt une expérience vivante. Passer

de la culture occidentale dominante à la culture partagée représente une leçon pour les sociétés contemporaines : préparer l'avenir en apprenant à accepter la différence et à reconnaitre la pluralité des mondes. Il serait donc question de voir comment le roman de Le Clézio, *L'Africain*, devient un manuel silencieux, un appel à une éducation éthique, interculturelle et même écologique, dont les générations futures ont besoin pour habiter un monde en paix.

Mots clés : Le Clézio, L'Africain, Education, Culture plurielle, Générations futures.

La formation des générations futures en Afrique et les defis du numerique : Didactique des langues, perspectives educatives presenté par BENSABRA BESMA, diplômée de l'université de Biskra (Algérie)

Résumé

Le monde actuel connait une croissance rapide et énorme dans tous les domaines. Les différents pays se trouvent ainsi face à une course continue pour suivre les évolutions modernes. Les pays africains, quant à eux, n'échappent pas à la course et essayent de trouver des solutions pour tracer leurs voies vers le développement mondial.

De son côté, l'Algérie, pays qui se situe au nord de l'Afrique, vise la génération future pour concrétiser sa volonté de tracer son parcours, de dépasser les barrières du recule, d'être en phase avec les exigences de l'ère et de participer au renouveau de la nation et du continent. Dans ce même contexte, le système éducatif peut être une porte plausible dans l'amélioration de la situation actuelle du pays. Les générations futures sont donc ciblées à travers la formation qui est censé être dirigée, pertinente, et qui doit répondre aux différents besoins et attentes.

Etant dans l'ère du numérique, l'université algérienne cherche à intégrer l'intelligence artificielle dans l'enseignement universitaire, surtout pour ce qui est de l'enseignement des langues, vu qu'il s'agit d'un pays plurilingue, et que cette réalité linguistique peut être une des clés de l'évolution. Pour ce, la didactique des langues doit être au centre des projets nationaux et des prospectives pédagogiques et éducatives, et c'est justement sur ce même contexte que notre contribution va porter.

Pour la réalisation du présent travail, nous allons effectuer des entretiens avec des enseignants universitaires de langues et nous avons analyser les discours institutionnels (politique linguistique et programmes éducatifs) , ce qui donnera lieu à une étude descriptive et qualitative dans le but de répondre aux questions de recherche suivantes : Dans quelle mesure l'intégration du numérique dans l'enseignement universitaire des langues contribue-t-elle à l'amélioration de la formation linguistique de la génération future en Algérie ? Quelles perspectives pour la didactique des langues dans l'université algérienne ? Et quelle prospectives éducative et pédagogique pour une dynamique algérienne et africaine ?

Notre visée à travers ce travail de recherche est de démontrer l'impact du numérique dont l'intelligence artificielle sur l'enseignement des langues au niveau de l'université algérienne. Nous chercherons également à mettre en relief les améliorations possibles en matière de didactique des langues, ainsi que les prospectives éducative et pédagogique qui peuvent servir la dynamique en Algérie et donc en Afrique.

Mots clés : Algérie- Afrique- prospectives éducative et pédagogique- didactique des langues- numérique et IA

Enseignement en langues vernaculaires dans le systeme éducatif africain, l'exemple du TOGO: 1884 -1914

Dr. Amed DOUMOUYA, Université Alassane Ouattara (Bouaké- Côte d'Ivoire)

Résumé

L'époque coloniale au Togo se restitue en deux périodes : l'arrivée des missionnaires au Togo avant la colonisation, et celle de l'administration coloniale allemande en 1884. Ces deux organes avaient coopéré ensemble, parce que leurs objectifs étaient les mêmes : civiliser les peuples autochtones. Avant tout, les sociétés missionnaires furent les tous premiers à s'intéresser à la formation scolaire des peuples autochtones en leur apprenant à lire et à écrire : cela devait permettre aux missionnaires de répandre l'évangile sur le territoire togolais. De l'autre côté, l'administration coloniale allemande qui avait pour objectif de civiliser les peuples autochtones par tous les moyens (l'enseignement et les travaux forcés) et à travailler dans la colonie du Togo qui est devenue protectorat en 1884. Le passage des acteurs coloniaux au Togo va changer dès lors l'histoire de ce peuple et écrire une nouvelle histoire sur la colonisation allemande au Togo. Cet article montre ici le passage des sociétés missionnaires, puis celui de l'administration coloniale allemande dans la colonie du Togo. Quel impact leur présence à eu au Togo sur le développement des langues des peuples autochtones ? Quel héritage le peuple togolais a eu aujourd'hui sur la transcription des langues vernaculaires?

Mots clés: Administration coloniale – civilisation – colonies – langues vernaculaires – sociétés missionnaires

Le roman africain francophone diasporique comme cadre d'expression d'une quete de l'universel: cas de Bleu Blanc Rouge et le ventre de l'altantique

KONTOGOM Koudougou Frédéric, doctorant en Littératures africaines écrites à l'Université Norbert ZONGO au Burkina Faso

Résumé

Le présent article part du constat d'une prégnance du trouble dans le monde qui est attribuable à l'apologie aveugle de la différence entre les communautés, pour montrer qu'il y a nécessité de repenser les choses. Il propose le chemin d'un universel complexe qui est déjà une préoccupation dans la vraie vie comme dans la littérature. A travers l'anthropologie de la globalisation d'Arjun APPADURAI, on se rend compte que particulièrement dans la littérature africaine écrite francophone, surtout par ses romanciers de la Diaspora en l'occurrence Fatou DIOME et Alain MABANCKOU, une quête de l'universel est réelle. Loin de refléter l'idée de l'imposition des cultures ou civilisations dites fortes aux autres, cet ordre universel se construit à travers la contribution de toutes les communautés humaines et est à l'écoute de toutes les communautés humaines. Il s'exprime dans le corpus employé –*Le ventre de l'atlantique* et *Bleu Blanc Rouge*– par la mobilité des personnages à travers le monde entier, une économie qui s'universalise et tient de la participation de l'ici et de l'ailleurs, des idées qui connaissent une adoption commune, une appropriation par tous des médias et de la technologie existante. Un vrai ordre universel a le mérite de rassembler tous les hommes pour faire face aux défis de l'existence. Son appropriation permet de limiter les conflits, de baliser le terrain pour une communion véritable entre les communautés qui se verront désormais comme des frères, et d'entretenir l'humanité.

Mots-clés : Roman ; littérature francophone ; diaspora ; universel

Axe 5 : Technologies et transformations digitales : Opportunité et risques pour l'Afrique de demain

Issoufou COULIBALY, Dr en sciences du Langage, spécialité sciences de l'information et de la communication

Enseignant de la pratique de communication à l'institut Zayed des Sciences économiques et politique de Bamako

Résumé

L'autonomie digitale est un enjeu stratégique crucial pour les nations africaines, qui font face à une dépendance grandissante vis-à-vis des infrastructures, des plateformes et des standards technologiques étrangers. Jean-François Fogel et Bruno Patino ont dit : « La souveraineté numérique est d'abord une capacité à décider librement de ses choix technologiques » (Jean-François Fogel, 2013). Bien que les technologies ouvrent des perspectives de développement sans précédent. Elles posent aussi des dangers associés à la déperdition de contrôle sur les données, les systèmes essentiels et les décisions technologiques. Ce paradoxe nous amène a posé la question suivante : comment les États africains peuvent-ils instaurer une souveraineté digitale pérenne face à la domination des géants technologiques mondiaux ? L'objectif est d'étudier les dynamiques de dépendance technologique en Afrique, les moyens d'autonomie et les stratégies digitale. L'hypothèse est que le développement de la souveraineté digitale en Afrique dépend de l'amélioration des compétences locales, une réglementation appropriée et une coopération régionale.
L'étude comprend cinq nations africaines qui ont mis en place des politiques digitales audacieuses. Le Rwanda, le Sénégal, le Kenya, l'Afrique du Sud et le Ghana. Ces nations comptent plus de 250 millions d'habitants et constituent approximativement 60% des investissements digitales sur le continent pour la période de 2020 à 2025.

La méthodologie adoptée repose sur une étude comparative qualitative et s'appuie sur des sources documentaires officielles (stratégies nationales, rapports institutionnels, publications académiques) et des entretiens semi-directifs menés auprès de 100 acteurs publics et privés du secteur digital. L'étude se concentre sur quatre axes : les infrastructures, les stratégies de cyber sécurité, la gestion des données et les collaborations technologiques.
Les conclusions escomptées cherchent à prouver qu'au moins trois des cinq nations analysées ont pu établir les fondations d'une souveraineté digitale partielle en utilisant des approches hybrides qui allient l'innovation locale, une régulation proactive et la collaboration technologique.

Mots – clés : autonomie digitale, compétences digitales locales, coopération régionale africaine, dépendance technologique, régulation numérique.

Axe 6 : Intégration régionale et coopération internationale : Perspectives pour une Afrique unie et influente

Afrique unie, Afrique influente : Utopie panafricaine ou réalité en marche ?

Patrick KOLLO NDOUMIN
Université de Dschang

Résumé

L'idéal d'une Afrique unie et rayonnante, longtemps porté par les pionniers du panafricanisme, a souvent été relégué au rang de chimère. Pourtant, face aux recompositions de l'ordre mondial et aux défis partagés, cet horizon d'unité semble aujourd'hui regagner en crédibilité. Cette communication propose d'analyser le basculement entre le mythe fondateur et les signes d'une réalisation concrète : sommes-nous toujours dans le registre du rêve, ou à l'orée d'un basculement historique vers une Afrique influente sur la scène internationale ?

À travers une lecture prospective, nous revisiterons certains jalons de cette dynamique. La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) apparaîtra non seulement comme un projet commercial, mais comme une charpente politique et économique capable de soutenir une souveraineté collective. L'examen de dispositifs innovants, tels que le Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS), témoignera de la volonté croissante de se libérer des dépendances financières extérieures. En parallèle, la réorientation stratégique des partenariats internationaux met en évidence une Afrique qui aspire à remodeler ses relations, en négociant d'égal à égal avec les pôles de puissance traditionnels et émergents.

Cependant, l'élan de l'intégration se heurte à des forces d'inertie : replis nationalistes, insuffisances structurelles et difficultés à fédérer une voix commune sur les grands dossiers mondiaux. L'analyse mettra donc en perspective cette tension entre aspiration unitaire et contraintes internes, afin de cerner les conditions nécessaires pour transformer l'utopie panafricaine en trajectoire durable.

En conclusion, il s'agira de montrer que l'Afrique n'est pas simplement au stade de l'espérance : elle construit déjà, avec ses contradictions, les fondations d'une puissance collective. Ce travail offrira une vision critique mais constructive des leviers stratégiques à mobiliser pour que l'utopie cesse de hanter les discours et devienne un horizon partagé et réalisable.

Mots-clés : Panafricanisme, Intégration régionale, ZLECAf, Souveraineté, Géopolitique, Agenda 2063